

---

Il y a cinq ans, le 25 juin 1975,  
le Mozambique arrachait son indépendance  
après cinq siècles de servitude coloniale



# LA STRATEGIE IMPERIALISTE EST DE LUTTER POUR MAINTENIR, PERPETUER LE SOUS-DEVELOPPEMENT..

...affirme le président Samora Machel  
au cours d'une série d'entretiens avec  
Simon Malley à Maputo

---

Oui, l'indépendance du Zimbabwe transformera les rapports des forces en Afrique australe ● J'ai dit aux Américains : **« C'est vous qui devriez être sur la liste noire de notre peuple parce que vous avez soutenu inconditionnellement le colonialisme portugais »** ● Le jour où l'apartheid disparaîtra de l'Afrique du Sud, le Mozambique demandera son adhésion à l'O.U.A ● Nous savons que l'impérialisme cherche les conditions qui lui permettraient de provoquer une guerre ● Le gouvernement afghan a décidé de faire appel à une puissance étrangère pour l'aider à défendre sa souveraineté nationale, et nous ne pouvons que le soutenir ● Nous triompherons de la politique de destabilisation si nous sommes unis et solidaires ●



→ Samora Machel avec les guérilleros (en haut) et avec Joaquim Chissano et Syad Barre lors de l'indépendance (ci-dessus).

# SAMORA MACHEL: «Le vent de la révolution souffle sur l'Afrique»...

«Q u'on le sache, une fois pour toutes : l'époque où l'impérialisme choisissait à son gré les dirigeants des régimes fantoches, néo-coloniaux, qu'il installait un peu partout en Afrique ou ailleurs, est révolue. Ce qui vient de se passer au Zimbabwe en est la preuve évidente, irrésistible.

« Aujourd'hui, ce sont les peuples qui exigent de choisir leurs propres dirigeants. Car même avant que la lutte armée au Zimbabwe ait triomphé, le peuple zimbabwéen avait déjà choisi ses leaders. Quelle leçon pour l'ensemble de notre région ! Leçon mémorable !

« Mais cela ne signifie pas que l'impérialisme a désarmé ou désarmera. Car il ne faut jamais le sous-estimer. A chaque victoire que nous remportons ou que nous remporterons, il cherchera à la contrecarrer d'une manière ou d'une autre. Il est, lui aussi, capable de tirer des leçons de chaque dérouté en vue de rechercher une nouvelle stratégie, une nouvelle tactique, pour reprendre l'initiative.

« Quelle sera sa prochaine offensive ? Vers quelle cible ? Quels moyens va-t-il utiliser ? Ces moyens, on les connaît d'une manière générale : la destabilisation, les tentatives de destruction des régimes progressistes, révolutionnaires, les agressions directes ou par puissances interposées...

« Voyez-vous, la destabilisation est une pratique, un système permanent. L'impérialisme peut changer de méthodes, mais il reste l'impérialisme. Il recrute des agents, assassine, organise la subversion, crée, arme, entretient, finance les contre-révolutionnaires. C'est normal dans sa logique. Il ne faut pas en être surpris. S'il ne le faisait pas, que pourrait-il faire d'autre ?

« D'ailleurs les méthodes de subversion, de destabilisation prennent diverses formes. On produit du matériel de guerre qu'on distribue ensuite. C'est tellement facile ! Allez un peu partout. Vous le trouverez sur tous les marchés. Il y a même des super-marchés pour ce matériel ! Vous y trouverez aussi bien un fusil que des armes sophistiquées. Des montres, des plumes, des radios, des cendriers sont utilisés comme instruments d'espionnage. Même les costumes qu'on porte peuvent transmettre ce qui se dit ici et là... Ces experts en destabilisation ne savent décidément plus quoi faire de leur argent. Ils gaspillent des millions, des milliards pour cet armement, pour ces matériels, alors que des millions d'Africains meurent de faim, de maladie, de malnutrition, du sous-développement dont ils sont, eux, les oppresseurs et les exploités, les principaux responsables. Ils ne se préoccupent ni de l'absence des écoles, des hôpitaux, des logements dans nos pays ; ni même des graves insuffisances dont leurs propres peuples souffrent : chômage croissant, analphabétisme persistant, logements insalubres, etc. Leur principal souci est d'apprendre comment dominer l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine, les pays arabes... ».

*Rare parmi les rares, Samora Machel reste l'un des chefs d'Etat les plus charismatiques du continent africain. Sa vie révolutionnaire, riche en péripéties, en épreuves d'endurance, en sacrifices, en abnégation et en détermination, lui a donné cette volonté farouche de ne jamais fuir devant les situations les plus dangereuses, les défis les plus graves, les responsabilités les plus difficiles.*

*S'il est spontané dans ses réactions, vif et incisif dans ses discussions et dialogues, il sait écouter, débattre et échanger des vues, souvent pour connaître les expériences des autres, leurs problèmes, leurs soucis, afin de mieux cerner les divers aspects des affaires nationales ou internationales auxquelles il doit faire face en sa qualité de président de la République populaire du Mozambique et de dirigeant du Frelimo.*

*Il se sent aussi bien à l'aise pour analyser les problèmes théoriques les plus complexes de la société socialiste qu'il voudrait ériger au Mozambique, que pour projeter sa vision historique de l'avenir politique, économique, culturel et social de son pays, mais aussi de l'Afrique et des pays en voie de développement en général.*





Julius Nyerere, qui est peut-être le leader africain qui l'a connu le plus durant les dix dernières années — c'est-à-dire depuis qu'il a été choisi par le Frelimo pour succéder à Eduardo Mondlane, assassiné en 1969 par les agents du colonialisme portugais —, me disait en septembre dernier à La Havane, pendant que Samora Machel prononçait son discours au sommet des non-alignés : « Regardez-le, écoutez-le. C'est un leader né. Il passionne, captive les auditoires. Celui des hommes d'Etat, comme ces dirigeants et représentants des quatre-vingt-quinze pays qui se trouvent parmi nous. Comme celui des peuples... ».

Samora Machel parle sans aucun complexe. Il est franc, direct. Il ne choisit pas ses mots. Il ne recherche ni style, ni



D.R.

#### Samora Machel à Simon Malley :

« Il devenait essentiel de renforcer l'appareil du parti ».

forme. Une candeur, une ardeur désarmantes. La confiance et la sincérité qu'il dégage dès les premiers instants sont profondes, réelles. Pendant mes deux dernières visites à Maputo où nous avons passé de nombreuses heures à échanger des vues sur l'ensemble des problèmes nationaux et internationaux, Samora Machel m'a paru animé d'une énergie et d'une sorte d'enthousiasme débordants. Une de ses plus grandes satisfactions, « ce rêve, qui m'a mobilisé, qui a mobilisé tout notre peuple pendant ces cinq dernières années et notamment depuis 1977, s'est enfin réalisé : l'indépendance du Zimbabwe ! ».

Une indépendance arrachée grâce à la lutte armée menée pendant dix ans, à laquelle ont participé les maquisards du Frelimo à l'époque de la lutte contre le colonialisme portugais et, plus tard, au lendemain de l'indépendance du 25 juin 1975, l'ensemble du peuple mozambicain. Il faudra écrire un jour l'histoire de cette épopée. Comment, pendant ces cinq dernières années, mais surtout depuis 1977, plus de 80 % des efforts, sur les plans militaire, économique, et social, de la République populaire du Mozambique, ont été consacrés au soutien de la guerre d'indépendance du Zimbabwe.

Il faudra dire combien le peuple mozambicain a souffert des destructions des villes, des villages, soumis aux bombardements des avions rhodésiens, sud-africains.

« Bien avant notre victoire, dit Samora Machel, le Frelimo savait que, sans la libération de nos frères africains au Zimbabwe et en Afrique du Sud, notre indépendance serait menacée, notre stabilité précaire. Soumis constamment aux dangers d'agressions militaires des régimes racistes, qui, de plus, organisent, financent et entraînent les traîtres mozambicains et les mercenaires à leur service en vue de destabiliser notre pays, nous étions parfaitement conscients de la réalité de ces dangers. C'est pourquoi le soutien que nous accordions à nos camarades de combat du Zimbabwe était non seulement un acte de foi, de conviction dans leur cause sacrée, mais aussi un devoir politique qui s'inscrivait dans les principes fondamentaux du Frelimo. En envoyant nos propres combattants sur le champ de bataille, nous traduisions dans des faits concrets l'internationalisme. Comme d'autres régimes révolutionnaires l'ont fait en Afrique et ailleurs... »

« Vous me demandez si l'indépendance du Zimbabwe changera le rapport de force en Afrique australe. Les choses ne se transforment pas automatiquement. L'histoire ne se fait pas d'elle-même. Elle est faite par les hommes. La question qui se pose à nous est de savoir en faveur de qui ce rapport de force a-t-il, va-t-il changer ? En d'autres termes, de savoir si ce changement correspond à notre souhait, à nos intérêts. Peut-on en douter ? D'ailleurs, qui a été l'agent, le moteur du changement ? L'ennemi ou nous ? Peut-on avoir un doute quelconque sur la réponse à donner ? »

« Tout cela signifie que l'indépendance du Zimbabwe a certainement provoqué un changement des rapports de force dans notre région, un changement favorable à nos intérêts. Mais comment allons-nous défendre notre victoire ? Car l'arme de l'impérialisme n'est pas seulement politique ou militaire. Elle est aussi et surtout économique. Et l'arme économique est plus dangereuse, parce que plus subtile, plus sournoise. L'impérialisme connaît très bien l'Afrique. Il l'a dominée, exploitée, opprimée pendant des siècles. Il possède aussi la technologie, la science, l'argent, et dispose ainsi de moyens de pression formidables contre nous. Laissez-moi vous donner un exemple au sujet du Zimbabwe. Indépendant, il n'a pas un seul géologue alors qu'il possède des mines d'or, des mines de charbon, alors qu'il a du chrome, du fer. Il n'a aucun agronome alors qu'il produit du maïs, du tabac, du thé, etc. Il n'a pas de vétérinaire alors qu'il a tant de bétail. Il n'a pas d'ingénieur, pas de médecins. Rien. Absolument rien.

« Ah ! oui, le colonialisme a formé des avocats, des historiens, des philosophes, des sociologues — un peu comme chez nous — mais où sont les hydrauliciens, les chimistes, les techniciens de l'irrigation, de la construction, des barrages ?... Ne voyez-vous donc pas que nous restons, hélas ! vulnérables à l'impérialisme ? Mais alors, comment résister ? Certes, nous avons la volonté de faire la révolution, le profond désir de tout bouleverser, de tout changer. Mais l'impérialisme reste autour de nous et détient les rênes d'une science dont ils nous a privés.

« Comment combattre cette vulnérabilité, sinon par l'unité des forces vives des nations africaines, par leur cohésion, leur coopération sans cesse croissante. Dans un pays comme le Zimbabwe, les racistes ont cru qu'ils demeureraient éternellement. Alors, ils ont construit des usines, monté des fabriques, extrait l'or, le chrome, exploité le fer. Comment les forces nationalistes pourront-elles occuper la place qui leur revient de droit, alors que les racistes, eux, détiennent la science, la technologie ? En d'autres termes, je reviens à ma première question : comment défendre notre victoire ? Je dis « notre » vic-

## **Avec 200 barrages, le Mozambique deviendrait le grenier du continent**

toire, car la victoire du peuple zimbabwéen est notre victoire à tous. A tous les peuples africains.

• **Mais pensez-vous, camarade-président, que l'impérialisme vous permettra de défendre cette victoire ? Certains disent, par exemple, que les Etats-Unis auraient placé le Mozambique sur leur liste noire ?**

SAMORA MACHEL : J'ai dit aux Américains : « C'est vous qui devriez être sur la liste noire du peuple mozambicain. Pendant notre guerre de libération, les Etats-Unis ont nié notre droit à l'indépendance, à la liberté. Ils étaient les alliés inconditionnels du colonialisme portugais. Ils ne nous ont jamais aidés. Après notre victoire, laissez-moi vous dire que nous avons, nous aussi, notre liste noire. Et c'est nous qui avons placé les Etats-Unis sur notre liste noire ! » Je crois que c'est la première fois dans l'histoire qu'un pays, qui entretient des relations diplomatiques avec un autre, place ce dernier sur une liste noire, comme le font les Américains. Mais ont-ils jamais placé la Rhodésie raciste sur leur liste noire ? L'ont-ils jamais fait pour l'Afrique du Sud ? Peut-être parce que Washington favorise, en réalité, l'apartheid.

« Allons plus loin dans notre discussion et notre analyse. Le dernier congrès du Frelimo a défini les secteurs vitaux de notre développement. Nous avons dit que l'agriculture est la base de notre économie. Que l'industrie en est l'élément dynamisateur, et que l'industrie lourde en est un facteur décisif. Si les Américains nous ont placés sur leur liste, c'est qu'ils savent tout cela. Ils savent aussi que nous voulons en finir avec la faim, la nudité, la maladie, la pauvreté, la misère. En finir pour pouvoir produire des denrées alimentaires, pour assurer un logement décent à tous nos citoyens, pour liquider l'analphabétisme. Or les Etats-Unis pensent pouvoir dominer le monde en raison de leurs richesses agricoles. Par conséquent, si le Mozambique, dont les conditions climatiques sont favorables à l'agriculture — nous ne connaissons pratiquement pas de sécheresse — devient une puissance agricole, la domination de l'impérialisme américain dans ce domaine serait brisée.

« Savez-vous qu'à chaque seconde des quantités considérables d'eau de nos fleuves se perdent dans la mer alors que nous souffrons de la faim ? Si nous avions deux cents barrages, le Mozambique serait le grenier de l'Afrique en céréales. Nous serions les fournisseurs de produits alimentaires pour les pays producteurs de pétrole. Oui, deux cents barrages seulement, alors que notre pays pourrait en avoir mille ! Nous avons, en effet, quinze grands fleuves et leurs eaux coulent malheureusement vers la mer. Nous pouvons produire tout ce que l'Afrique, l'Europe, voire l'Amérique latine produisent. Du coton, du blé, du maïs, du riz, du thé, du café, du lait, et même des fleurs ! Nous avons des conditions qui n'ont rien à envier à celles du Canada, nous pourrions développer un troupeau riche, très riche : bovins, ovins, caprins, porcins, etc. Les richesses de notre sol et de notre sous-sol sont considérables, car nous possédons des matières premières qui pourraient faire de nous un des plus grands producteurs du continent ; par exemple, un des plus grands producteurs d'aluminium grâce à l'énergie de Cabora Bassa... Rares sont les pays africains qui possèdent de telles potentialités.

« C'est pourquoi nous nous trouvons sur la liste noire des Etats-Unis. Nous voulons bouleverser le rapport des forces, liquider notre dépendance qui est bel et bien organisée de l'extérieur. Quant à eux, ils luttent pour que cette dépendance soit maintenue. Pour que nous continuions à dépendre de leur blé, de leur maïs, de leur farine...

« Alors, je leur dis que leur stratégie est de lutter pour le maintien et la perpétuation du sous-développement. Ils vivent, oui ils vivent grâce au sous-développement des autres... Cette stratégie est donc basée sur deux éléments essentiels : la destablisation et la dépendance économique des pays en voie de développement. C'est-à-dire, en fait, l'organisation du sous-développement ! C'est ça leur civilisation ! Organiser l'anal-

phabétisme, maintenir l'ignorance, nous priver des moyens pour construire des hôpitaux, des écoles, faire de l'éducation un commerce, de l'hôpital et de la mort un commerce ! Organiser la prostitution, le trafic des drogues, entretenir les bandits, la mafia. C'est contre tout cela, camarade, que nous luttons.

• **Mais quelle serait la contre-stratégie que vous préconisez ? Notre camarade Aquino de Bragança se réfère souvent à ce qu'il qualifie de « stratégie samorienne ». De quoi s'agit-il ?**

*Samora Machel rit de bon cœur avant de poursuivre :*

« Notre politique repose sur le principe que nous voulons développer notre coopération avec tous les peuples. Nous ne voulons l'aide de personne. Nous ne demandons de l'aide à personne. Nous sommes en faveur de la coopération économique, scientifique, technologique et culturelle avec tous.

« Et c'est dans le cadre de cette coopération que nous définissons les objectifs et les priorités. Nous connaissons les besoins de notre pays et nous luttons pour les assurer à notre peuple. Mais si nous sommes prêts à coopérer avec tout le monde, nous voulons savoir, déterminer quel est l'intérêt de chacun.

• **Il semble que c'est ce que vous auriez dit à M. Claude Cheysson, le représentant de la Communauté européenne (C.E.E.) et que ce dernier aurait été quelque peu surpris de certains propos...**

SAMORA MACHEL. — Oui, je lui ai dit sans ambages que nous ne voulons pas l'aide de qui que ce soit. Coopérer, soit. Mais quels intérêts la C.E.E. tire-t-elle de cette coopération ? A mon avis, il ne s'agit pas d'une organisation de charité publique. Elle doit donc avoir un intérêt précis. Quel est-il ? Lorsqu'on nous dit : nous allons vous accorder cinq millions de dollars. Je réponds : en échange de quoi ? Je ne pense pas qu'ils nous accordent un tel crédit pour rien ! Qui donc le ferait ? Habituellement, Dieu seul le fait... Dieu est bon pour cela, mais la C.E.E. ? Sa vocation n'est pas de procéder à des distributions, comme si l'on servait gratuitement de la bière... Si la C.E.E. veut coopérer, elle devrait accorder la priorité à la création d'industries susceptibles de développer notre infrastructure, de nous libérer de la dépendance vis-à-vis des puissances industrialisées. C'est de cette manière que je conçois une coopération constructive de la C.E.E. Et c'est ce que j'ai dit à M. Cheysson. »

*Lorsque j'aborde la question des rapports entre la République populaire du Mozambique et l'Afrique du Sud, il est évident que je touche à un sujet qui suscite des controverses dans l'opinion progressiste africaine, et soulève même une certaine campagne de presse dans les médias occidentaux qui visent à affaiblir le prestige et la position du Frelimo.*

SAMORA MACHEL. — La lutte que nous menons tous n'est pas dirigée contre un pays, l'Afrique du Sud, mais contre l'apartheid. Notre lutte n'est pas contre les Blancs qui ne sont pas étrangers dans leur pays, mais contre la discrimination raciale, raciste, qui est pratiquée contre l'écrasante majorité du peuple sud-africain. Pourquoi donc les pays arabes luttent-ils contre Israël ? Ce n'est pas parce que les Israéliens ne sont pas les habitants de cette terre, mais parce qu'ils refusent de reconnaître aux Palestiniens, qu'ils ont, soit expulsés, soit soumis à leur joug, les droits dont ils ont été privés.

« C'est pourquoi Israël devra d'abord rendre les territoires arabes occupés, accepter les résolutions de l'O.N.U. et le droit des Palestiniens à un Etat indépendant, souverain et libre. Une fois cela assuré, je ne pense pas qu'il y aurait de problème majeur qui ne saurait être surmonté ou réglé. Le destabilisateur du Moyen-Orient, c'est Israël, car il refuse aux Palestiniens les droits qui leur reviennent.

« C'est dire que le jour où l'apartheid tombera en Afrique du Sud, le jour où les Blancs, les Noirs, les Asiatiques partici-



peront pleinement aux décisions politiques, économiques sociales et culturelles de l'Etat sud-africain, alors tous les pays du monde auront avec lui des relations normales. Ce jour-là, le Mozambique demandera lui-même l'adhésion de l'Afrique du Sud à l'O.U.A. Il s'agit d'un problème essentiellement racial. Abolissez l'apartheid, et l'Afrique du Sud, qui est membre fondateur des Nations unies, donc un pays indépendant, selon la chartre, sera reconnu de tous.

« Pour ce qui concerne les relations économiques entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, il y a une règle courante : on peut choisir ses amis, mais on ne peut malheureusement jamais choisir ses voisins. On ne choisit pas ses voisins, tout comme on ne choisit pas son frère. Celui-ci peut être un bandit, un assassin, un escroc, un marginal, un drogué, un criminel. Mais il est votre frère et vous n'y pouvez rien. Le régime sud-africain est raciste, mais c'est notre voisin. Ni lui ni nous n'y pouvons rien changer. On ne peut pas sortir de là en invoquant que nous sommes un Etat marxiste. L'Afrique du Sud souhaiterait sans doute ne pas avoir un voisin marxiste, comme nous aimerions tous, au Mozambique, et sans doute ailleurs, n'avoir pas à nos frontières l'Afrique du Sud raciste.

« Mais il faut comprendre les problèmes qui nous ont été légués par le colonialisme portugais. Plus de 500 000 Mozambicains vivent et travaillent en Afrique du Sud. Mariés, ils habitent ce pays, mais ils viennent visiter leur patrie d'origine, puis regagnent leur domicile. Nous avons ici, et en Afrique du Sud, des groupes ethniques communs, qui parlent la même langue. Ils ont les mêmes coutumes, les mêmes traditions, les mêmes habitudes, la même culture. C'est l'apartheid qui empêche ces peuples de développer leur solidarité, leur unité. Nul ne peut l'ignorer.

« Sur le plan économique, nous dépendons de l'Afrique du Sud dans une certaine mesure. Il y a une sorte d'interdépendance. Le port de Maputo vit de l'Afrique du Sud. Une certaine région de l'Afrique du Sud vit, pour sa part, du port de Maputo.

« C'est un peu comme la R.F.A. et la R.D.A. Tous les pays socialistes ont des relations avec l'Allemagne fédérale y compris la R.D.A., alors qu'il y a de profondes divergences entre eux, notamment au sujet de Berlin. Ces relations d'ailleurs ne se limitent pas à la coopération économique. Elles s'étendent aux domaines culturel, scientifique, technologique. Toute sorte de coopérations, sauf celle de l'idéologie. Et prenez un peu l'exemple des liens entre les pays socialistes et les pays qui ont des relations de toute sorte avec Pretoria. La France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale, tous ravitaillent, équipent l'Afrique du Sud, ce qui lui permet de menacer ses voisins, de les agresser. Et pourquoi donc les pays socialistes ne rompent-ils pas leurs relations avec ces puissances occidentales ? En matière de droit, celui qui arme le criminel n'est-il pas également condamnable ? Et l'O.N.U. ? A-t-elle décrété des sanctions contre l'Afrique du Sud ?

• **L'Assemblée générale, oui. Mais le Conseil de sécurité, dont les décisions sont obligatoires, n'a pas imposé ces sanctions...**

SAMORA MACHEL. — C'est précisément cela. Des résolutions, puis des veto occidentaux : voilà la comédie à laquelle nous avons assisté au Conseil de sécurité au sujet de l'Afrique du Sud alors que ce dernier avait les possibilités d'imposer par la force le blocus des côtes sud-africaines, voire de prévoir le recours à l'intervention militaire pour l'obliger à se conformer à ses décisions. Mais toute décision dans ce sens a été bloquée

par les puissances occidentales. Ce sont donc elles qui sont également responsables du maintien du régime de l'apartheid en Afrique du Sud.

« Et même lorsque le Conseil de sécurité interdit la livraison d'armes stratégiques à Pretoria, aucune des puissances occidentales ne l'a sérieusement respecté : ces armes continuent d'être livrées, directement ou par l'entremise d'autres pays ou sociétés.

• **Une campagne hostile, essentiellement sournoise, a été déclenchée par les medias occidentaux au sujet de la décision du Frelimo de faire assumer par les camarades Marcelino Dos Santos et Jorge Rebelo d'importants postes dans l'appareil du parti et de les remplacer au sein du gouvernement. Qu'en pensez-vous ?**

SAMORA MACHEL. — Une campagne de presse des médias bourgeois, impérialistes ? Tant mieux ! Etre critiqué par l'ennemi c'est toujours bon. Lorsque nous recevrons leurs éloges, c'est que nous serons sur la mauvaise pente. La réalité est que dans notre système, c'est le parti qui dirige l'Etat, l'ensemble de l'Etat, la société. S'il est certes nécessaire d'organiser l'Etat, la société, il est plus important de contrôler, de garantir que la tâche est exécutée. Nous sommes tous là, unis, solidaires, pour participer à la même course. Personne ne reste en arrière. Quant aux prétentions selon lesquelles « X » est pro et « Y » est anti telle ou telle orientation, c'est de l'affabulation.

« Ce que tout le monde semble ignorer c'est que nous sommes, et avant tout, Mozambicains. Nous avons de bonnes relations avec tous les pays socialistes, mais nous sommes Mozambicains d'abord. Nous sommes les représentants de notre peuple, de notre propre personnalité. »

## Une capitale économique pour l'Afrique australe ?

*Au sujet de la tension internationale qui s'est développée ces derniers mois, je pose deux questions cruciales au chef de l'Etat mozambicain. Pense-t-il qu'il y a danger d'une crise mondiale, d'une confrontation militaire entre Washington et Moscou ? Et que pense-t-il de l'affaire afghane et de la campagne d'hystérie belliqueuse qui est déclenchée un peu partout par les médias occidentaux, y compris ceux d'une certaine gauche qui se prétend « progressiste » ?*

SAMORA MACHEL. — Nous savons tous que l'impérialisme est en train de préparer les conditions qui lui permettraient de provoquer une guerre. Ce n'est pas l'Union soviétique qui la désire ni qui la veut. Voyez comment l'impérialisme engage tous les moyens nécessaires, manœuvre, complot pour arriver à ses fins. Cuba, par la voix du camarade Fidel Castro, a déclaré en 1977 qu'elle est prête à rétablir des relations avec les Etats-Unis. Mais la réaction hostile, négative des Américains, a révélé leurs véritables intentions et desseins contre la révolution cubaine. Alors ce fut le déclenchement d'une campagne hystérique contre Cuba. Et les milliers de ces marginaux, criminels et bandits que Cuba a laissés partir pour les Etats-Unis, le Pérou, le Venezuela et ailleurs ont été utilisés par Washington pour essayer de porter atteinte au prestige des révolutionnaires cubains. Mais nous savons tous que les ennemis des révolutionnaires cubains sont les impérialistes. Et savez-vous comment j'appelle ces marginaux qui ont quitté leur patrie ? L'armée de l'impérialisme !

« Parlons donc de l'Afghanistan. Notre position est claire : elle consiste à adopter une politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Cela veut dire que si le gouvernement afghan a décidé de faire appel à un autre pays, à une force militaire étrangère pour l'aider à défendre sa souveraineté et son indépendance, nous ne pourrions que le soutenir. Il se n'agit pas pour nous d'appuyer l'Union soviétique, car il n'y a pas d'invasion soviétique de l'Afghanistan sur laquelle nous aurions à prendre position. Si les Soviétiques



sont allés là-bas, c'est qu'ils ont été requis pour le faire. Les Cubains sont allés en Angola, puis en Ethiopie parce que ces deux pays leur ont demandé de les soutenir et nous les avons approuvés.

« Cela dit, nous appuyons la position du gouvernement afghan et c'est pour cela que je ne comprends pas la polémique qui est entretenue contre les Soviétiques. S'il doit y avoir polémique, c'est contre l'Afghanistan qu'elle devrait se porter, vu que c'est une décision souveraine d'un gouvernement souverain et indépendant. Attaquer l'U.R.S.S., c'est détourner l'attention de la réalité du problème pour aggraver la tension mondiale. Mais n'entrons pas dans cette polémique. Contentons-nous de nous demander si l'Afghanistan a eu raison ou tort de demander l'aide soviétique. Or posez-vous la question de savoir qu'aurait donc fait la France, par exemple, si Kaboul s'était adressé à elle au lieu de se tourner vers l'Union soviétique ? Pensez-vous sérieusement que Paris aurait répondu positivement pour défendre l'Afghanistan contre les rebelles soutenus par les Américains et leurs alliés ?

• **Paris est intervenu à la demande de certains gouvernements africains inféodés au colonialisme...**

SAMORA MACHEL. — Précisément. Les Français n'ont pas demandé l'autorisation du Conseil de sécurité avant d'envoyer des troupes au Zaïre, au Maroc, en Centrafrique, au Tchad, etc. Pourquoi n'ont-ils pas demandé au Conseil d'intervenir — ou ne se sont-ils pas opposés — lorsque les mercenaires de Bob Denard ont débarqué aux Comores, assassiné le chef d'Etat Ali Soilih et installé un Etat dont le chef est un soldat de fortune ? »

*C'est vers le front intérieur que notre entretien s'oriente ensuite. Vers l'offensive politique et organisationnelle qui a été déclenchée en vue d'assainir l'appareil de l'Etat, d'éliminer les maux dont il souffre et qui paralyse souvent son action, et de mettre en cause le principe même de la société socialiste que la République populaire du Mozambique est déterminée à ériger. Comment expliquer cette offensive ? Ses origines et ses résultats ?*

SAMORA MACHEL. — L'objectif fondamental de cette offensive est d'assurer que notre appareil d'Etat soit un instrument apte à réaliser les grandes tâches que le parti Frelimo a définies pour cette décennie, la décennie de notre victoire sur le sous-développement.

« En même temps, il s'agit d'organiser nos secteurs productifs pour répondre efficacement aux grands efforts que nous venons d'entreprendre. Il était donc nécessaire de déclencher une action globale et profonde qui permette de renforcer tous les jours le combat contre la mentalité née de l'oppression coloniale, contre l'idéologie du colonisé, l'idéologie du sous-développement, et contre la présence physique et idéologique de l'ennemi dans les structures de l'appareil de l'Etat et les postes clefs de plusieurs secteurs productifs et sociaux.

« Grâce à un système de répression, d'oppression et d'exploitation, le colonialisme avait réussi à accaparer nos richesses nationales. Au lendemain de l'indépendance, la démocratisation des méthodes de travail a inauguré une nouvelle phase d'apprentissage d'une vie nouvelle de la part des classes travailleuses. En d'autres termes, apprendre à travailler en liberté, en démocratie. Apprendre à participer activement et d'une manière dynamique à tous les aspects de la vie du pays.

« Toutefois, ce processus engendre aussi la contradiction entre les éléments qui cherchaient à profiter de la liberté, de la démocratie pour installer dans l'appareil d'Etat le bureaucratisme, l'opportunisme, la corruption, l'incurie, le laisser-aller et le mépris à l'égard du peuple. A travers l'action de ces éléments, des conceptions et des méthodes de travail bourgeois s'infiltraient graduellement dans l'appareil de l'Etat, portant atteinte aux intérêts des classes travailleuses et freinant la capacité de l'Etat à réaliser la politique définie par le parti.

« Dans sa première phase, l'offensive politique et organisationnelle visait à déloger ces éléments de l'appareil de l'Etat et des positions importantes des secteurs productifs, positions dans lesquelles plusieurs personnes s'étaient installées alors

qu'elles ne possédaient pas la compétence politique, technique nécessaire. Et encore moins les qualités humaines indispensables. Fondé sur une plus grande participation populaire, ce processus a permis de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour combattre la faim, la misère, la nudité, la maladie et l'ignorance, pour lutter contre le sous-développement et assurer l'éducation des masses travailleuses dans leur propre combat contre l'idéologie liée au colonialisme, c'est-à-dire, en réalité, ce que je qualifie d'idéologie du sous-développement.

« S'agit-il d'une forme de révolution culturelle, demandez-vous ? L'offensive s'inscrit dans le développement de notre révolution dont la composante culturelle est une partie intégrante et fondamentale. Nous avons souvent dit que la lutte armée de libération nationale a été un acte éminemment culturel. C'est à travers elle que nous nous affirmons, que nous nous assumions et que nous développons notre personnalité mozambicaine sur des bases révolutionnaires. L'offensive relève aussi de la perspective culturelle de notre révolution, car elle détermine une transformation subjective du Mozambicain en lui donnant plus de conscience dans sa lutte collective et individuelle contre l'idéologie du fatalisme, de l'inertie, de la passivité, de l'acceptation servile de la pauvreté, de la misère, contre les vieilles valeurs...

« Les résultats ? Eh bien, j'estime que l'offensive a déjà atteint un de ses objectifs essentiels : elle a permis la purification de l'appareil d'Etat, celle des éléments infiltrés, corrompus, incompétents et incapables. La participation de larges masses travailleuses est la garantie de la construction d'un appareil d'Etat qui ne soit pas corrompu, mais dynamique, efficace ; qui reflète les aspirations et les intérêts de l'alliance ouvrière-paysanne et réponde efficacement aux nécessités de la bataille contre le sous-développement.

• **Vous avez procédé à divers remaniements ministériels importants, suscitant maintes interprétations et spéculations, sans doute parce que l'opinion occidentale — voire dans certains pays du tiers monde — ne comprend pas les liens parti-Etat au Mozambique...**

SAMORA MACHEL. — Jusqu'à l'indépendance du Zimbabwe, on peut dire que nous vivions l'étape anticolonialiste de notre révolution. Au cours des premières années de notre indépendance, et jusqu'au début de cette décennie, notre préoccupation principale était notre défense contre les forces d'agression et d'invasion, qui exigeait la protection de notre patrie, de nos frontières, de notre souveraineté. Déclencher notre offensive durant cette phase c'était s'engager dans une lutte de classes qui ne correspondait pas à la réalité que nous vivions.

« Maintenant, les conditions sont différentes. Elles sont plus favorables à notre développement intérieur. C'est parce que nous avons placé la victoire sur le sous-développement comme objectif principal que l'offensive actuelle a pu être entreprise.

« En même temps, il devenait essentiel de renforcer l'appareil du parti en lui affectant certains cadres dirigeants qui auront la tâche exclusive de renforcer les structures du parti, d'orienter, d'appuyer, et de superviser l'action de l'Etat. En consolidant le parti, nous sommes en train de concrétiser notre conception fondamentale du rôle dirigeant du parti sur l'Etat, conception inscrite dans la Constitution de la R.P.M. et définie lors du III<sup>e</sup> congrès du Frelimo.

« Voici une image pour mieux saisir le sens de cette conception. Si un groupe de personnes décide de subir un entraînement de natation dans une piscine et que tous se lancent à l'eau, ensemble, comment peut-on savoir qui nage bien, qui nage mal, lequel avance tout droit, lequel s'éloigne de l'objectif. Il devient même difficile de s'apercevoir lequel se noie...



**Samora Machel et Robert Mugabe**  
*Un changement du rapport de force*

C'est pourquoi certains doivent rester hors de la piscine pour surveiller et diriger, s'il le faut, les nageurs. Pour garantir le rôle dirigeant du parti sur l'Etat, il est donc nécessaire que les cadres dirigeants du parti ne soient pas tous directement impliqués dans des fonctions exécutives afin que le parti puisse avoir la capacité d'intervenir à tout moment en vue de soutenir, de diriger, de rectifier, de réorienter l'Etat ; de s'assurer que ce dernier poursuive les objectifs supérieurs de la révolution, réfléchisse à sa nature de classe et aux intérêts véritables de l'alliance ouvriers-payans.

• Si l'on vous demandait quelles ont été les plus grandes réalisations de la République populaire du Mozambique depuis qu'elle a conquis son indépendance le 25 juin 1975, que diriez-vous ?

Enfin, vous donnez souvent l'impression à vos visiteurs que vous êtes très optimiste malgré toutes les difficultés et épreuves que vous traversez... Est-ce le véritable reflet de vos sentiments profonds ?

SAMORA MACHEL. — Non... Non... Mon attitude, l'attitude de notre parti n'est pas de nous complaire dans l'optimisme. L'optimiste est celui qui, indépendamment des circonstances, et sans se donner la peine de connaître et d'analyser les problèmes qu'il affronte, pense que ce qui se passera sera la meilleure des choses possibles. Or, l'une des caractéristiques du marxisme-léninisme, c'est la connaissance scientifique des problèmes, des difficultés, des dangers et des risques qui sont implicites dans le processus révolutionnaire. Cette connaissance est une source d'inspiration pour mener la bataille jusqu'à la victoire.

« Nous analysons profondément notre réalité. Nous découvrons plusieurs problèmes. Nous détectons les obstacles, les goulets d'étranglement. Nous définissons avec rigueur l'ennemi et analysons ses méthodes. Nous établissons la tactique adéquate à telle phase pour poursuivre la réalisation de notre stratégie. Puis nous nous lançons dans un nouveau combat... »

« Quand un révolutionnaire réussit à approfondir son analyse critique, quand il arrive à distinguer la contradiction principale qu'il affronte, ses aspects fondamentaux ; quand il parvient à définir les moyens pour la surmonter, la dépasser, alors il se sent en quelque sorte renouvelé, renforcé dans sa volonté de lutter. Sa confiance dans la victoire se consolide. C'est cela que nous ressentons. Ce n'est pas de l'optimisme, c'est du réalisme révolutionnaire. Les conditions nous sont favorables. Elles le sont du point de vue interne, car les classes travailleuses mozambicaines sont engagées dans le processus révolutionnaire, elles veulent la révolution, elles veulent le socialisme. Telle est notre force principale, notre force décisive. Le vent de la révolution, de la justice sociale souffle avec intensité, et la mission des révolutionnaires est de bien orienter les voiles du navire.

« Parlons maintenant de ce que nous estimons avoir réalisé durant ces cinq premières années d'indépendance. Notre objectif principal a été de récupérer le contrôle de l'économie nationale et de la confier à la direction de l'Etat. Pendant les dernières années de l'époque coloniale, les Portugais ont essayé de plonger le pays dans un véritable chaos économique. Face à l'imminence et à l'inévitabilité de leur défaite, les colonialistes ont entrepris, à l'époque du gouvernement provisoire et, plus tard, lors de la phase de transition, toute une série d'actions de sabotage en vue de paralyser les secteurs économiques tout en encourageant des mouvements démagogiques de revendications économiques et sociales qui étaient totalement irréalistes. Ils espéraient de cette manière attribuer au Frelimo la catastrophe économique qui devrait suivre la proclamation de l'indépendance du pays.

« C'est ainsi que, grâce à une campagne de rumeurs et d'intoxication, la majorité des techniciens portugais quittèrent le pays, ce qui nécessita un effort gigantesque pour les remplacer. C'est pourquoi nos premiers efforts visaient à freiner la grave baisse de la production et à créer les conditions susceptibles de la rétablir à des niveaux satisfaisants.

« L'objectif de la stratégie économique établie au cours du III<sup>e</sup> congrès du Frelimo en vue d'atteindre des niveaux maximaux de production jamais atteints jusqu'ici a été largement rempli, à l'exception de certains secteurs. C'est ainsi que notre gouvernement contrôle aujourd'hui tous les rouages de l'économie nationale, un état de choses irréversible, qui nous assure les garanties nécessaires pour développer la bataille contre le sous-développement.

« Si les succès obtenus sont importants, ils restent largement insuffisants, car nous ne sommes pas encore parvenus à attaquer de façon décisive et à résoudre les grands maux hérités du colonialisme dont je viens de vous exposer la nature. Cette tâche, éliminer le sous-développement, est l'objectif que nous nous sommes tracé pour cette décennie 1980-1990. Nous avons défini nos objectifs, établi nos projets en partant du principe fondamental que nous n'importons pas de modèles, notre stratégie étant basée sur les réalités de notre expérience nationale. Des plans pluriannuels sont en train d'être mis au point, pour développer notre agriculture d'une manière dynamique et franchir les premiers pas vers la création d'une industrie lourde de base.

• Certains milieux politiques et économiques parlent de l'ambition de la R.P.M. de créer une capitale régionale, une sorte de « capitale économique », à Maputo même...

SAMORA MACHEL. — Il ne faut pas oublier que la R.P.M. occupe une place privilégiée dans cette région de l'Afrique, notamment pour ce qui concerne le système des transports et des communications. Nous voulons utiliser cette position pour le développement de relations économiques exemplaires entre les pays de l'Afrique australe, avec les régimes où la majorité du peuple gouverne. Le système des transports et communications (ferroviaires et portuaires) est un point de départ pour l'intensification de la coopération économique en Afrique australe. Nous souhaitons que tous les pays participent sur le même pied d'égalité à la définition de la stratégie à suivre et à l'application du développement de ce système. Il importe de créer les conditions nécessaires pour trouver un lieu où toutes les parties puissent se réunir et discuter.

Ce centre nerveux de communications pourra s'étendre à d'autres domaines — comme, par exemple, celui de la marine marchande.

« De cette manière, nous pensons que le Mozambique a des responsabilités, d'une certaine façon, historiques, qui résultent de sa position géographique. Nous avons donc l'intention de créer des infrastructures qui permettent de répondre à ces responsabilités, leur importance dépendant essentiellement de l'évolution de la coopération économique dans notre région.

« Mais n'anticipons pas : seul l'avenir dira si nous aurons cette « capitale » ou ce « centre » spécial à Maputo... »

Entretien réalisé par  
 SIMON MALLEY